

# L'attractivité du canton de Vaud s'effiloche

## L'invité

### Christophe Reymond

Directeur du Centre  
patronal



Il y a quelques jours, le Conseil d'État invitait des chefs d'entreprise à se pencher avec lui sur l'attractivité du canton de Vaud. Le sujet est d'importance et il est heureux que le gouvernement s'en préoccupe. Certains signaux retiennent en effet l'attention parce qu'ils témoignent de ce que notre canton perd du terrain face à ses concurrents.

En matière de création de richesses, Vaud a «surperformé» par rapport à la moyenne suisse pendant de nombreuses années et l'on s'en est abondamment gargarisé. Ce n'est aujourd'hui plus le cas et cela ne surprend pas les observateurs avisés, tant les fameuses conditions-cadres n'en finissent pas, chez nous, de s'éroder.

Au point par exemple d'engendrer des flux de populations qui, eux, étonnent. En 2023, 12'000 Vaudois ont fait le choix de s'établir dans un autre canton, tandis que seuls 9'000 Confédérés ont emménagé chez nous. Pour des raisons probablement liées à l'offre de logements, bien plus élevée à Fribourg ou en Valais que sur l'arc lémanique où les délais des planifications et les durées des constructions s'allongent sensiblement.

Parce que nos infrastructures ferroviaires et routières souffrent de leur caractère vétuste et ina-

dapté par rapport à la demande en mobilité. Le fiasco de l'extension de la gare de Lausanne et les retards du projet Léman 2030 le disputent aux attermoissements autour de la suppression du goulet d'étranglement autoroutier de Crissier.

S'il y a engorgement s'agissant des voies de communication, c'est d'égorgement qu'on peut parler pour les contribuables. Vaud connaît l'indice d'exploitation du potentiel fiscal le plus élevé de Suisse, 30% au-dessus de la moyenne du pays. On n'a pourtant pas hésité à augmenter encore certains impôts récemment. Dans les cantons voisins, pas très bien classés non plus au jeu des comparaisons fiscales, on a au contraire pris les choses en main, comme en témoignent les baisses d'impôts votées récemment par le parlement genevois.

Chez nous, le gouvernement tergiverse. Il est empêtré dans la spirale dépensière qu'il n'en finit par ailleurs pas de nourrir de sorte que le poids des charges publiques est sans comparaison avec ce qui est financé par d'autres. Il représente quelque 18% des richesses dans le canton de Vaud, largement plus qu'à Berne ou à Zurich.

Personne ne pense bien sûr que les autorités politiques soient en mesure d'infléchir la totalité des paramètres qui conduisent à cette attractivité qui se délite. Mais il existe des leviers, pour autant que l'on décide de se mettre au travail. En commençant par tourner la page des discours de cantine qui n'en finissent pas de célébrer le miracle vaudois, et par lever le nez pour se rendre compte que nos voisins s'efforcent sans relâche d'améliorer leur compétitivité.